

Au sommaire

Les ailes de la réponse humanitaire en Centrafrique en danger	P.1
Plus de 18 000 personnes déplacées victimes d'un incendie à Alindao	P.3
La coordination intersectorielle évalue la situation humanitaire à Bria	P.4
Des moustiquaires pour ceux qui ont tout laissé derrière eux	P5



FAITS SAILLANTS

- En 2019, 2,9 millions de personnes dont plus de la moitié sont des enfants, auront besoin d'aide humanitaire et de protection, soit plus de 63% d'une population de 4,6 millions d'habitants. La Centrafrique demeure un des pays au monde où le nombre de personnes dans le besoin est le plus important comparé à sa population totale.
- Le caractère civil et humanitaire des sites de déplacés est compromis en Centrafrique. Au cours du dernier trimestre 2018, trois sites (à Batangafo, Alindao et Ippy) ont été attaqués et incendiés.
- 149 cas d'hépatite E ont été enregistrés en Centrafrique depuis que l'épidémie avait été déclarée le 2 octobre à Bocaranga.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	648 516
# de réfugiés centrafricains	574 638
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,9 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1,9 M

FINANCEMENT

515,6 millions \$

requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

250,9 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 49% des fonds

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

Les ailes de la réponse humanitaire en Centrafrique en danger



Croquis : ©UNOCHA / M. Villa

Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) risque de mettre un terme à ses activités en République centrafricaine en 2019 faute de financement. Trois millions de dollars sont urgemment requis pour permettre à UNHAS de continuer à appuyer les acteurs humanitaires dans leur mission dans les zones les plus reculées du pays où des besoins aigus demeurent.

Au cours du seul mois de novembre, à la suite d'affrontements dans le centre, le nord-ouest, l'est et le sud-est du pays, le service UNHAS a assuré le transport de plus de 2 000 travailleurs humanitaires - un record pour un seul mois depuis le début de ses opérations en RCA en 2006. Entre janvier et décembre, UNHAS a également procédé à 26 évacuations sanitaires et transféré plus de 190 travailleurs à partir de cinq localités. Pour mieux répondre aux besoins croissants, d'octobre 2014 à décembre 2018, UNHAS est passé de 15 à 24 destinations, y compris des zones affectées par des nouveaux foyers de tensions tels qu'Alindao, Batangafo, Bria et Zémio.

Pour Gian Carlo Cirri, Représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) en République centrafricaine qui gère UNHAS, « à un moment où la violence persiste à travers le pays, des centaines de milliers de personnes dans les zones les plus reculées seraient privées d'aide humanitaire avec la cessation des activités d'UNHAS. Cela serait une nouvelle tragédie dont la Centrafrique n'a pas besoin ». En 2019, 2,9 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire pour survivre.

La Centrafrique manque d'infrastructures routières et lorsqu'elles existent, celles-ci sont limitées ou en mauvais état. Sur plus de 25 000 km de routes, moins de 600 km sont pavées, soit environ 2,5% de la totalité du réseau routier du pays. Des centaines de ponts et bacs sont également endommagés. Cette situation est exacerbée par les inondations provoquées par la saison des pluies et le non-respect des limitations de chargement des véhicules. Ces facteurs entraînent régulièrement la destruction des ponts. Cet état des faits est aggravé par une situation sécuritaire délétère qui rend un nombre important de routes très dangereuses et voir impraticables.

Cette situation s'est présentée récemment lorsque le village de Banangui (Préfecture du Haut Mbomou) a été attaqué par des éléments armés. Plus de 10 300 personnes se sont déplacées vers la ville de Djéma, 20 km plus au Sud, tandis qu'un autre nombre inconnu s'est réfugié en brousse. Cet incident et les menaces fréquentes des groupes armés dans cette région ont également poussé les habitants d'autres localités à se réfugier à Djéma. La présence massive des groupes armés et le niveau de dégradation de la route ne permettant pas un accès des humanitaires aux populations affectées, UNHAS a effectué un vol le 7 décembre. A cette occasion, les acteurs humanitaires ont pu définir le nombre de personnes déplacées ainsi que leurs besoins les plus urgents.

Djéma n'est qu'un cas parmi bien d'autres. Sans le service de UNHAS, les acteurs humanitaires ne pourront pas mettre en œuvre la réponse humanitaire.

Pour Salma Ben Aïssa, usager et Directrice adjointe de *International Rescue Committee (IRC)* en Centrafrique, « les services de UNHAS ne sont pas un luxe, mais un besoin de base pour le travailleur humanitaire en Centrafrique. Essentiellement,

c'est très souvent le seul moyen d'accéder aux zones affectées, acheminer l'aide, déplacer les travailleurs humanitaires, mais aussi effectuer des évacuations dans les périodes de risque. Si on supprime la possibilité d'avoir une option d'évacuation aérienne, qui va accepter d'opérer dans les zones à risque ? Quelle organisation accepterait d'y maintenir son personnel s'il n'y a aucune perspective de le retirer dans les périodes de crise ? »

Gian Carlo Cirri appelle les donateurs « à investir aujourd'hui et maintenant dans ce service pour éviter que le pire n'arrive dans quelques mois. Cet appui est vital pour la communauté humanitaire afin qu'elle puisse continuer de servir les personnes affectées et sauver des vies. ».

Cent soixante organisations comptent sur UNHAS pour mettre en œuvre et surveiller les activités humanitaires en RCA. Les organisations bénéficiant de ce service comprennent des ONG internationales et nationales, des agences des Nations Unies, des donateurs et des organisations diplomatiques. Les journalistes nationaux et internationaux comptent essentiellement sur UNHAS pour se rendre sur le terrain afin de dire au reste du monde le drame que vivent les populations civiles en Centrafrique.



© WFP/Bruno Djoyo. Des passagers attendent d'embarquer à bord d'un vol UNHAS.

Plus de 18 000 personnes déplacées victimes d'un incendie à Alindao

« Ce cercle vicieux d'attaques répétées contre des civils est inacceptable. Les progrès réalisés par la communauté humanitaire en fournissant l'assistance d'urgence et en réduisant les vulnérabilités sont compromis », Najat Rochdi

Violation du caractère civil et humanitaire du site de déplacés

Le 15 novembre 2018, le plus grand site de personnes déplacées (Site de l'Église catholique) de la ville d'Alindao dans le Sud-Est de la Centrafrique (Préfecture de la Basse Kotto) a été attaqué et incendié. Plus de 18 000 personnes parmi les 26 000 que le site comptait ont été affectées. Des milliers de huttes, des infrastructures civiles et humanitaires ont été sérieusement endommagées. Après avoir perdu le peu qu'ils possédaient, les déplacés n'avaient d'autre solution que de se réfugier dans les villages voisins et dans la brousse.

La protection des civils et des acteurs humanitaires demeure prioritaire. Au lendemain de cette attaque, le Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, a appelé « toutes les parties à respecter leurs obligations conformément au droit humanitaire international, à protéger les civils, et à permettre l'accès en toute sécurité et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin ».

Impacts humanitaires

Le centre de santé situé dans l'enceinte du site a aussi été pillé. Dans les jours qui ont suivi l'attaque, les prix des denrées de première nécessité ont connu une hausse spectaculaire. Ceci a aggravé la situation nutritionnelle de la population qui était déjà précaire à Alindao.

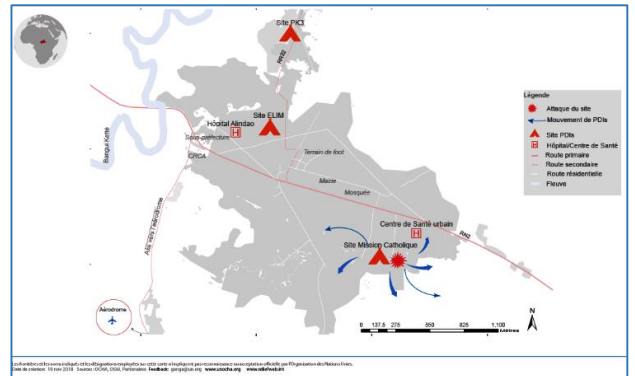
Réponse humanitaire

Après des évaluations rapides des besoins, la communauté humanitaire s'est mobilisée pour apporter une réponse. Le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a effectué plusieurs vols d'urgence afin de permettre une rotation du personnel humanitaire et délivrer des intrants médicaux, nutritionnels et des kits d'hygiène. Ceci a permis la reprise des activités médicales et nutritionnelles dans les structures de santé. Toutefois, les formations sanitaires manquent cruellement d'équipements médicaux.

Des rations alimentaires de 6 jours (42 tonnes des vivres) ont été distribuées à 20 000 personnes. Au 23 décembre, plus de 28 000 déplacés ont reçu une ration alimentaire de 20 jours.

Aujourd'hui, près de 28 000 ont regagné le site de l'Église catholique et ont recommencé à reconstruire les huttes détruites pendant l'attaque. Ce retour suscite de nouveaux besoins notamment en abris (le besoin est de 3 000 bâches) et en articles ménagers essentiels. Les ouvrages sanitaires doivent aussi être reconstruits.

Plus de 3 200 enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas accès à l'éducation dans la ville de Alindao.



©OCHA/Karen Perrin, Alindao. Préfecture de la Basse Kotto, RCA. La majorité du site de l'Église catholique a été détruit après l'incendie du site.

La coordination intersectorielle évalue la situation humanitaire à Bria

Le Groupe de coordination intersectorielle (ICCG) a effectué une évaluation conjointe à Bria du 5 au 7 novembre 2018. L'objectif de cette mission était d'avoir une meilleure lecture du contexte prévalant sur le terrain et d'apporter un appui direct aux partenaires locaux.

Des capacités d'accueil dépassées avec près de 93 000 déplacés à Bria

Bria connaît des pics de violence entre les groupes armés depuis novembre 2016. La Commission des mouvements de population (CMP) y a enregistré au 30 novembre 2018, 17 692 ménages soit 92 498 personnes déplacées dans la ville de Bria (sites et familles d'accueil). Aujourd'hui, pour une population d'environ 83 000 habitants, Bria est la ville qui enregistre le plus grand nombre de déplacés en Centrafrique.

Malgré la présence de 16 organisations humanitaires intervenant dans plusieurs secteurs dans la ville comme dans les sites, des insuffisances (financement et ressources humaines) subsistent dans certains domaines clés,

notamment ceux de l'Eau, hygiène et assainissement (EHA), de la protection, des abris et articles ménagers essentiels (AME) ainsi que de l'éducation. Dans les axes autour de la ville, les contraintes sécuritaires, logistiques et de financement limitent la mise en œuvre d'interventions multisectorielles. Hormis les activités en santé et nutrition, les autres secteurs ne sont pas couverts. Les capacités d'accueil et l'accès aux services essentiels ont atteint leur limite en raison de l'afflux massif de plus de 15% de déplacés entre juillet et août 2018.

Le site de déplacés PK3, qui est le plus grand site de la RCA avec 50 321 déplacés, a besoin d'interventions urgentes en abris et AME, en EHA et en protection. Le nombre des déplacés dépasse la capacité d'accueil du site et influe sur les structures existantes (gaps en latrines, douches, construction anarchique des abris). A cela s'ajoute le non-respect du caractère civil et humanitaire du site avec la présence d'éléments des groupes armés. Sa sécurisation est un défi réel et les rumeurs d'attaque sont très fréquentes. La communauté humanitaire continue son plaidoyer auprès de la MINUSCA en vue de renforcer la protection des civils.

Les défis sécuritaires et logistiques limitent la capacité de réponse

La multiplication des incidents sécuritaires affecte considérablement le personnel, les biens et les opérations humanitaires. Depuis août 2018, le regain d'hostilités entre les éléments armés sur l'axe Bria - Irrabanda et dans le quartier de Bornou après 10 mois d'accalmie, impacte négativement la capacité de réponse aux besoins humanitaires.

Dans le secteur de l'éducation par exemple, en raison de l'insécurité chronique, beaucoup d'écoles situées dans les axes autour de Bria ont fermé tandis que celles restées ouvertes éprouvent de grandes difficultés de fonctionnement. Le Groupe de travail Education à Bria a prévu de les recenser en décembre afin de leur apporter une assistance.

Il est également difficile d'approvisionner et de superviser les formations sanitaires non couvertes par les acteurs humanitaires. Dans les localités situées au Nord de Bria (Ouadda Djallé, Sam Ouandja), les contraintes d'accès physiques sont telles que les besoins en santé et en nutrition ne peuvent être couverts qu'en saison sèche.

L'ICCG a actualisé le plan de réponse de Bria afin de faciliter la mise en œuvre de toutes les recommandations, à savoir répondre aux gaps.



© UNICEF/Amadou Ba, Bria, Vue d'une partie très encombrée du site de PDI de PK3.

Success story : Des moustiquaires pour ceux qui ont tout laissé derrière eux

Jean Claude SANGE est le Chef du village de Betokomia1 (7 km au Nord de Paoua) dans la préfecture l'Ouham Pendé. Suite aux affrontements entre groupes armés qui ont eu lieu au Nord de la ville de Paoua en décembre 2017 et janvier 2018, plus de 6 200 personnes se sont réfugiées dans son village qui comptait environ 2 500 habitants. « Je me suis retrouvé du jour au lendemain avec 8 700 habitants, soit quatre fois la population de mon village avant les événements » se rappelle-t-il.

Face à cet afflux, l'ONG Mentor Initiative y a installé une clinique mobile dès le mois de janvier pour venir en aide à ceux qui avaient parcouru de longue distance à la recherche d'un refuge. Parmi les maladies que cette population présentait, le paludisme figurait en premier lieu. Afin de protéger les plus vulnérables, notamment les femmes enceintes et les enfants en bas âge, Mentor a effectué une distribution de masse de moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) avec l'appui du Fonds humanitaire en particulier.



©Mentor Initiative, Préfecture de l'Ouham. Des bénéficiaires recevant des moustiquaires.

« Nous avons eu la chance d'avoir deux phases de distribution de moustiquaires en mars et en août 2018 suite à l'arrivée de nouveaux déplacés. Grâce aux séances de sensibilisation tenues, tous les habitants de mon village savaient utiliser et entretenir leurs moustiquaires » souligne Jean Claude SANGE, avant d'indiquer avoir perçu une nette diminution des cas de paludisme même si l'impact aurait été plus palpable avec une moustiquaire par personne.

« Auparavant, même en saison sèche, le village enregistrait beaucoup de cas de paludisme. Les enfants en souffraient beaucoup et dans certains cas en mourraient ». L'installation de la clinique mobile à Betokomia 1 a aussi participé à la baisse du paludisme au point où les habitants ont souhaité sa présence permanente en attendant la construction d'un poste de santé. L'hôpital le plus proche se trouve à Paoua, à 7 km.

Réinsertion sociale des veuves et des orphelins

Les conflits armés en République centrafricaine ont fait des milliers de veuves et d'orphelins. Lors des déplacements de populations, leur vulnérabilité est accrue. Le risque d'être recruté par des groupes armés et de subir d'autres formes de violences est particulièrement plus important pour les orphelins et les enfants non accompagnés. Depuis 2008, l'Association d'aide aux démunis (AAD) a pris le parti de les accompagner dans leur parcours de réinsertion sociale dans la préfecture de Nana Mambéré, à l'Ouest de la Centrafrique.

Ainsi, pour l'année scolaire 2018-2019, 187 orphelins et enfants vulnérables de la ville de Bouar ont bénéficié d'un appui scolaire fourni par AAD y compris une inscription et des fournitures. Ils ont été suivis par des moniteurs répartis dans les 6 arrondissements de la ville de Bouar. Leur appui consiste à éveiller les enfants sur les bonnes pratiques d'hygiène, le VIH/Sida et quelques règles de la vie en communauté.

Outre l'assistance aux enfants vulnérables, AAD vient également en aide aux veuves. En 2018, à Bouar, 280 veuves réparties en 8 groupes ont reçu des kits agricoles (des outils et semences) pour débiter des activités génératrices de revenus au travers du maraîchage.

« Auparavant, ces veuves étaient complètement démunies et avaient d'énormes difficultés à survivre après avoir tout perdu. Déplacées comme retournées, leur situation s'est améliorée avec la vente des produits maraîchers qu'elles cultivent », a déclaré Victorine Sambeko, Coordinatrice nationale de l'ONG.



©ONG AAD, Préfecture de la Nana Mambéré. Lors des séances d'éveil, les enfants bénéficient des kits d'hygiène et partagent des repas ensemble.

AAD s'est installée à Bouar en 2016. Elle intervient dans le 4e arrondissement de Bangui depuis 2008, date de sa création. Elle y mène des activités de protection et la prise en charge psychosociale des veuves et les enfants vulnérables. L'ONG travaille sur fonds propres et tire ses revenus du petit élevage et des cotisations de ses membres. Son siège social se trouve au quartier Fouh dans le 4ème arrondissement de Bangui.

Pour contacter AAD : +236 72 05 61 67/75 41 20 00.

Courriel : assistancedemunis@gmail.com.

En bref

Le **Partenariat Mondial pour l'Éducation et l'UNICEF** a lancé le 5 décembre un programme d'appui à l'éducation à hauteur de 6,32 millions de Dollars américains. Elle prendra fin en mars 2020 et appuiera des interventions dans les grands centres urbains des préfectures de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéï, de la Ouaka, de la Basse-Kotto et du Mbomou. Le Programme touchera 101 000 enfants répartis comme suit : 50 000 enfants inscrits à l'école primaire, 3 000 enfants nouvellement scolarisés en préscolaire, 48 000 enfants en situation précaire, 1 800 enseignants et 150 cadres du Ministère de l'éducation. Cent écoles, 50 hangars modernes, 50 salles préscolaires et 50 latrines seront construits pour améliorer l'environnement d'apprentissage.

Protection transversale. En République centrafricaine, afin de mieux coordonner la réponse humanitaire en faveur des personnes affectées, la communauté humanitaire a mis en place le processus de la protection transversale. Cette pratique vise à assurer la protection du bénéficiaire depuis l'élaboration des projets jusqu'à son mise œuvre. Ceci dans le but d'assurer la protection et la sécurité du bénéficiaire et d'améliorer l'accès à l'assistance humanitaire. Par exemple, la distribution des vivres, pour ne citer que cette activité. A Batangafo, nord de la Centrafrique, la protection transversale a été prise en compte dans la réponse en faveur des déplacés victimes des violences armées ayant entraîné l'incendie du site qui comptait plus de 27 000 déplacés. Les distributions de vivres ont été faites entre 9h à 16h. Ceci pour permettre aux déplacés bénéficiaires de rentrer dans leurs villages avant la nuit. Cette pratique a été également relevée à Paoua lors de la distribution des vivres aux personnes retournées.

La protection transversale repose sur quatre piliers à savoir : la sécurité et la dignité des bénéficiaires et le principe de ne pas nuire, l'accès significatif des bénéficiaires aux services humanitaires proportionnellement aux besoins et sans obstacles, la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires et la participation et l'autonomisation des communautés affectées.

Afin de vulgariser cette méthode, le Groupe de travail (Cluster) protection, avec le concours du Conseiller en protection (Procap), a organisé une formation des formateurs à Bangui du 12 au 13 novembre, puis du 14 au 15 novembre 2018, en faveur de 32 membres (11 femmes et 21 hommes) des organisations nationales, internationales et des agences des Nations-unies. Ceux-ci devront à leur tour relayer ces connaissances auprès de leurs organisations respectives. Les formations à l'intérieur du pays ont débuté à Bria, préfecture de la Haute-Kotto, le 5 décembre, en faveur de 21 membres (5 femmes et 16 hommes) représentant des organisations nationales, internationales et des agences des Nations-Unies. Par ailleurs, une série des formations aux membres des clusters a débuté en décembre avec les clusters abris/NFI/CCCM, nutrition et protection, y compris les sous-clusters violences basées sur le genre et protection de l'enfance. D'autres clusters ont demandé la formation en janvier 2019.

Le saviez-vous ?



L'Association des radios communautaires (ARC) en Centrafrique est une plateforme qui a été créée en 2009 par 14 radios membres fondateurs. Elle couvre toute l'étendue d'émission du territoire centrafricain. Son objectif est d'apporter un soutien multiforme (appui technique, formation en journalisme, management et la gestion des ressources) à ses membres. L'ARC Centrafrique accompagne aussi les projets d'ouverture de radio communautaires comme cela est le cas pour les localités de Batangafo, Carnot, Bouca et Mala dès que la sécurité le permettra. En 2018, 31 radios communautaires étaient membres de l'ARC, dont 24 fonctionnelles et 7 fermées après avoir été pillées.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Maria Rosaria Bruno, Cheffe de Bureau, a.i, bruno1@un.org, Tel. (+236) 70 55 06 64

Yaye Nabo Séne, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70 08 75 65

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org